



Mettre en œuvre les conditions
gagnantes pour investir dans la région

Préparé par :

Karl Blackburn
Directeur principal, Affaires publiques et relations gouvernementales – Canada

Produits forestiers Résolu
111, rue Duke, bureau 5000
Montréal (Québec) H3C 2M1
Tél. : 514-394-2178
Courriel : Kkarl.blackburn@resolutefp.com

Le 7 avril 2015

METTRE EN ŒUVRE LES CONDITIONS GAGNANTES POUR INVESTIR DANS LA RÉGION

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE	3
RICHARD GARNEAU, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	3
RÉSUMÉ DU MÉMOIRE	4
PRÉFACE	5
LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES AU SAGUENAY–LAC-SAINTE-JEAN	6
USINES DE PÂTES ET PAPIERS	6
OPÉRATIONS FORESTIÈRES	6
DIVISION HYDRO-SAGUENAY	7
DIVISION PRODUITS DU BOIS	7
LES PRINCIPAUX ENJEUX	7
SURVOL DE LA SITUATION DES PRINCIPAUX MARCHÉS : BOIS, PAPIERS ET PÂTES	7
COÛTS ET DISPONIBILITÉ DE LA FIBRE	8
RÉCOLTE DU BOIS DANS LA FORÊT BORÉALE	9
CERTIFICATION FSC® ET APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 65	10
DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR SUSCITER DES INVESTISSEMENTS DURABLES	10
LA TRANSPARENCE	11
LA LONGÉVITÉ	11
LA CERTITUDE	11
INVESTISSEMENTS DURABLES	12
RECOMMANDATIONS	12
INFORMER D'AVANTAGE LES COMMUNAUTÉS POUR ENRAYER LES MYTHES TENACES	12
PROMOUVOIR PLUS ACTIVEMENT NOTRE RÉGIME FORESTIER	13
BÂTIR UN CONSENSUS POUR ÉTABLIR DE SOLIDES GARANTIES D'APPROVISIONNEMENT ET DES MESURES D'ATTÉNUATION	13
METTRE EN ŒUVRE LES CONDITIONS DE TRANSPARENCE, DE LONGÉVITÉ ET DE CERTITUDE	13
CONCLUSION	13

Description de l'entreprise

Produits forestiers Résolu est un chef de file mondial de l'industrie des produits forestiers offrant une grande variété de produits, notamment du papier journal, des papiers pour usages spéciaux, de la pâte commerciale et des produits du bois. La Société possède ou exploite quelque 40 usines de pâtes, de papiers et de produits du bois aux États-Unis, au Canada et en Corée du Sud, ainsi que des centrales électriques au Canada. Elle commercialise ses produits dans près de 80 pays. De plus, la totalité des terrains forestiers sous la gestion de Résolu a été certifiée conforme, par des experts indépendants, à au moins une des trois normes d'aménagement forestier durable reconnues mondialement.

Notre portefeuille de papiers pour usages spéciaux comprend un large éventail de papiers de pâte mécanique couchés et non couchés qui se prêtent à pratiquement toutes les applications d'impression commerciale. Avec des usines stratégiquement situées pour approvisionner les grands marchés d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'outremer, Résolu est l'un des plus grands producteurs mondiaux de papier journal de qualité supérieure. Nous sommes un des rares producteurs à offrir sept catégories de pâte commerciale. Toutes ces pâtes possèdent des propriétés uniques qui en font des choix idéaux pour certaines applications. Résolu est également un important producteur de bois d'œuvre et autres produits du bois destinés aux marchés de la construction et de la rénovation résidentielles, ainsi qu'à diverses applications structurelles et industrielles.

Richard Garneau, président et chef de la direction

Originaire de Saint-Prime (Québec), M. Richard Garneau devient président et chef de la direction de Produits forestiers Résolu en juin 2010. Auparavant, il a été président et chef de la direction de Catalyst Paper Corporation de mars 2007 à mai 2010. Avant d'occuper son poste chez Catalyst, M. Garneau était vice-président exécutif responsable de l'exploitation de Domtar Corporation. Il a également occupé divers postes auprès de Norampac Inc. (une coentreprise de Domtar Inc. et de Cascades Inc.), de Copernic Inc., de Future Electronics Inc., de Cartons St-Laurent Inc., de Finlay Forest Industries Inc. et de Donohue Inc. Monsieur Garneau est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Canada.

Résumé du mémoire

Ce mémoire déposé par Produits forestiers Résolu dans le cadre du Sommet économique régional du Saguenay–Lac-Saint-Jean a été rédigé afin d'alimenter la réflexion sur le climat d'affaires et les conditions de succès en vue d'encourager l'investissement dans le secteur des produits forestiers. Il présente, en premier lieu, les retombées économiques du plus grand acteur de l'industrie forestière dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Ensuite, pour bien comprendre les défis et obstacles auxquels fait face l'industrie et plus précisément Résolu, le mémoire présente les principaux enjeux. De façon détaillée, nous traiterons de la situation des principaux marchés, la question des coûts et de la disponibilité de la fibre, de la récolte dans la forêt boréale et enfin, de la certification Forest Stewardship Council® (FSC®) et de l'application éventuelle de la résolution 65. Dans la section suivante, nous nous pencherons sur les conditions qui, selon Résolu, encourageront des investissements durables dans la région. Ces trois conditions essentielles sont : la transparence, la longévité et la certitude.

Enfin, ce mémoire propose quatre recommandations formulées selon les enjeux traités ainsi que les conditions décrites. Ces recommandations sont :

- Informer davantage les communautés pour enrayer les mythes tenaces;
- Promouvoir et défendre plus activement notre régime forestier;
- S'assurer d'avoir un système qui assurera la certitude pour une période de 10 ans des volumes d'approvisionnement disponible et créer un environnement où les investisseurs auront confiance que les conditions pour réaliser des investissements sont clairement établies. (transparence-longévité-certitude)
- Mettre en œuvre les conditions de transparence, de longévité et de certitude.

Une brève conclusion complètera le document.

Préface

Produits forestiers Résolu est profondément enracinée dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis 100 ans. Au fil des décennies, nous avons tissé des liens étroits et solides avec les communautés en étant un acteur économique fortement engagé. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean représente 46 % de notre main-d'œuvre totale au Québec et bon nombre de nos retraités y résident. « Pour moi, c'est ici que j'ai grandi et où j'ai développé des valeurs fondamentales comme celles de la famille, l'ardeur au travail et l'amour de la forêt et des grands espaces. La forêt contribue à créer notre richesse. Très jeune, je partais déjà avec ma scie à chaîne pour récolter des arbres, ce qui m'a permis de financer mes études universitaires. Et c'est encore la forêt qui permet à bien des travailleurs de chez nous de gagner leur vie, » affirme Richard Garneau, président et chef de la direction de Produits forestiers Résolu.

En fonction des objectifs du Sommet économique régional du Saguenay–Lac-Saint-Jean, ce mémoire présente le portrait de la présence de Résolu dans la région. De plus, on y fait un survol détaillé des enjeux ce qui contribue à établir un constat commun sur les défis de développement et de diversification de l'économie régionale et sur un de ces principaux atouts : l'activité forestière.

Le mémoire propose aux participants du Sommet une réflexion sur les conditions de succès en vue d'accroître l'investissement dans le secteur des produits forestiers. Telles que décrites plus en détail dans le document, ces conditions sont la transparence, la longévité et la certitude. Ensuite, quelques recommandations basées sur la nécessité de rapidement créer de meilleures conditions pour un développement durable seront explicitement détaillées dans le document.

Le Sommet survient à un moment important pour la région considérant la gravité des enjeux et l'urgence de redresser la situation. Toutes les parties prenantes près de Résolu conviennent que la relance de l'industrie et les investissements qui s'y rattachent seront le résultat de la réalisation des trois conditions susmentionnées. Ainsi, en souhaitant que ce Sommet suscite un dialogue constructif, qu'il présente une volonté claire et des messages cohérents et fermes, et qu'il mène à des gestes concrets et vigoureux afin que l'industrie des produits forestiers demeure l'un des plus puissants moteurs de développement économique et régional du Québec.

Les retombées économiques au Saguenay–Lac-Saint-Jean

En regroupant toutes ces activités dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Résolu, au 31 décembre 2013, emploie près de 2 200 personnes sur tout le territoire procurant des retombées économiques directes de près de 450 millions de dollars sur une base annuelle. Voici une brève description des retombées réparties selon les différents secteurs d'activités.

Usines de pâtes et papiers

Résolu exploite quatre usines dans la grande région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Alma, Kénogami, Saint-Félicien et Dolbeau). Ces usines regroupées procurent plus de 800 emplois directs et elles profitent au maintien de plus de 2 500 emplois indirects liés notamment à la récolte, la transformation et le transport du bois ainsi qu'à l'entretien des installations et au commerce local. L'impact économique des quatre usines est évalué à près de 320 millions de dollars annuellement. En voici les principales composantes :

- Salaires et bénéfices : 90 M\$
- Taxes payées (scolaire et municipale) : 4 M\$
- Dépenses d'exploitation (produits chimiques, glaise, emballage, etc.)
- Matériel d'entretien et fournitures (incluant ce qui est payé aux sous-traitants régionaux)

Il est également important de noter que Résolu possède des coûts en achat d'énergie qui s'élèvent à 76 millions de dollars ainsi que des coûts pour l'achat de la fibre qui s'élèvent à 212 millions de dollars pour les usines.

Opérations forestières

Au nord de la région, Résolu gère des territoires de coupes forestières pour approvisionner son réseau de scieries (Girardville, Saint-Thomas, La Doré, Mistassini, Saint-Félicien, Roberval) dont le bureau régional de coordination est situé à Dolbeau-Mistassini. Plus de 485 employés, dont des professionnels, des ingénieurs et du personnel de soutien sont répartis dans ce réseau. L'impact économique est significatif se chiffrant à 133 millions de dollars sur une base annuelle :

- Salaires et bénéfices : 26 M\$
- Taxes payées (scolaire et municipale) : 55 000 \$
- Dépenses d'exploitation (construction de chemins forestiers, opérationnalisation des camps forestiers, etc.) : 25 M\$
- Matériel d'entretien et fournitures (incluant ce qui est payé aux sous-traitants régionaux) : 81 M\$ (contrats de récolte, location de machines, etc.)

Division Hydro-Saguenay

Étant composée d'un réseau de sept barrages dont le centre de contrôle est situé à proximité de l'usine de Kénogami, la division Hydro-Saguenay emploie 26 personnes et son impact économique est de 13 millions de dollars annuellement. Bien que le réseau de barrages produise de l'hydro-électricité pour les usines d'Alma et de Kénogami, Hydro-Saguenay paie annuellement pour alimenter ses autres installations, plus de 15 millions de dollars pour l'achat d'énergie.

- Salaires et bénéfices : 2,7 M\$
- Taxes payées (scolaire et municipale) : 3,8 M\$
- Redevances/baux versées au gouvernement du Québec : 3,8 M\$
- Dépenses d'exploitation : 2,7 M\$

Division Produits du bois

Que ce soit pour de la première, de la seconde ou de la troisième transformation, Résolu possède un réseau de scieries et séchoirs au Saguenay–Lac-Saint-Jean (Girardville, Normandin, La Doré, Saint-Prime, Saint-Thomas-de-Didyme, Dolbeau-Mistassini, Saint-Félicien, Roberval, Larouche). Près de 900 emplois directs sont maintenus dans le réseau des scieries et plus de 10 millions de dollars sont dépensés pour l'achat d'énergie. L'impact économique se chiffre à 124 millions de dollars sur une base annuelle. Voici les principales données économiques :

- Salaires et bénéfices : 57 M\$
- Taxes payées (scolaire et municipale) : 988 000 \$
- Dépenses d'exploitation (machinerie lourde, pétrole, etc.) : 31 M\$
- Matériel d'entretien et fournitures (incluant ce qui est payé aux sous-traitants régionaux) : 35 M\$

Les principaux enjeux

Depuis plus de dix ans au Québec, l'industrie forestière traverse une profonde crise qui a mené à une restructuration de ses activités. Pour sa part Résolu, anciennement AbitibiBowater, a traversé sa propre restructuration et continue d'exploiter son réseau dans un environnement économique et social difficile. Pour mieux comprendre sa situation, nous vous présentons un résumé des principaux enjeux.

Survol de la situation des principaux marchés : bois, papiers et pâtes

La situation du marché du bois d'œuvre qui a connu une baisse dramatique de sa demande et de ses prix à la fin des années 2000, reprend graduellement du terrain depuis les trois dernières années, mais les mises en chantier aux États-Unis n'ont pas encore atteint les prévisions de 1,3 million par année. Nous continuons de faire preuve d'un optimisme prudent pour 2015. Il est vrai que la demande de matériaux de construction est très sensible aux facteurs macro-économiques, mais Résolu observe une demande soutenue de bois d'œuvre, et ce, en dépit de la lente progression du nombre de mises en chantier aux États-Unis. Nous demeurons convaincus que le secteur Produits du bois offre de bonnes occasions de croissance.

Le marché du papier subit quant à lui, une décroissance constante depuis les 15 dernières années. Le secteur du papier journal qui maintient une demande mondiale de 24 millions de tonnes, peine à s'adapter devant le rythme accéléré de la diminution structurelle de la demande et la faiblesse des marchés d'exportation causée par l'évolution des taux de change. Pour certaines autres catégories de papiers, nous croyons que la tendance haussière des prix des papiers couchés et des papiers satinés observée récemment contribuera à améliorer la rentabilité de certaines opérations.

Par ailleurs, la demande pour la pâte (notamment produite à Saint-Félicien) représente des signes encourageants de croissance de par son utilisation dans une variété de produits. Nous sommes d'avis que le contexte mondial des marchés de la pâte nous est favorable et que Résolu peut y jouer un rôle profitable, particulièrement en raison de nos actifs de fabrication concurrentiels.

Coûts et disponibilité de la fibre

Deux des principaux enjeux au Québec sont les prix élevés de la fibre et son accessibilité. La baisse des allocations forestières, de même que le coût de la fibre qui est plus élevé ici, au Québec que n'importe où ailleurs en Amérique du Nord, figurent parmi les principales raisons de la diminution de nos activités forestières. Entre 2000 et 2013, la région a vu ses approvisionnements en bois garanti fondre de près de 28 % dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Diminution qui a coïncidé avec la perte de plus de 5000 emplois.

Bien que la baisse du dollar canadien par rapport à la devise américaine est un facteur favorisant plus d'exportations aux États-Unis, il demeure qu'une tonne de papier et que des produits du bois provenant du Québec coûtent plus chers à produire ici qu'ailleurs. L'entente sur le bois d'œuvre se termine en 2015 et même avec le changement du régime forestier, le Québec n'a pu obtenir la reconnaissance que les droits de coupe soient établis selon le marché et le Québec est encore soumis aux restrictions d'exportation et de quotas.

Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, nos scieries ont une capacité annuelle reconnue par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec (MRNF) de 3 826 360 m³ de bois. Or, les garanties d'approvisionnement que le MRNF nous accorde, soit un volume annuel total de 2 265 888 m³ de bois, ne réussissent qu'à satisfaire 59% de nos besoins.

En conséquence, l'approvisionnement garanti par le MRNF ne nous permet pas de faire fonctionner nos scieries à leur pleine capacité. De plus, les papetières doivent continuer à importer des copeaux des autres régions qui sont, elles aussi, affectées par des baisses d'approvisionnement, donc à des prix plus élevés.

Récolte du bois dans la forêt boréale

À titre de gestionnaire forestier responsable, Résolu s'efforce de respecter le cycle de croissance naturelle des arbres, tout en maintenant la biodiversité. La totalité des terrains forestiers que nous gérons a été certifiée par des experts indépendants selon des normes strictes d'aménagement forestier durable. Toutes nos usines de pâtes et papiers et nos usines de produits du bois de la région sont certifiées de façon indépendante selon au moins l'une des trois normes de chaîne de traçabilité (CdT) internationalement reconnues, à savoir celles du FSC, de la Sustainable Forestry Initiative® (SFI®) et du Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC). De plus, Produits forestiers Résolu est le 2^e plus important détenteur de certificats FSC en Amérique du Nord. Tous nos certificats au Québec ont été renouvelés dernièrement, sauf malheureusement les deux certificats portant sur le territoire du Lac-Saint-Jean pour des raisons sous le contrôle du gouvernement du Québec.

Au Canada, la fibre utilisée dans nos produits provient surtout des terres publiques, situées principalement dans la forêt boréale. La loi exige que ces forêts soient rapidement régénérées. La forêt boréale a la capacité remarquable de s'autorégénérer. De fait, la forêt se rétablit naturellement sur environ 75 % des superficies. Nos forestiers font en sorte que la partie restante (25 %) soit rapidement reboisée.

Pour bien comprendre les répercussions de l'activité forestière, le ministre fédéral Greg Rickford mentionne que 0,2 % (point deux pour cent) de la superficie de la forêt boréale continue est récolté chaque année. À titre comparatif, les incendies de forêt et les épidémies d'insectes (dont celle de la tordeuse des bourgeons de l'épinette présente au Québec) et les maladies affectent en moyenne huit fois la superficie récoltée.

En partie de par la présence de ses opérations forestières dans la région, Résolu est la société la plus présente dans la forêt boréale canadienne et, par conséquent, une cible privilégiée des militants écologistes et de leurs campagnes de désinformation. Depuis la dernière décennie, nous avons entamé le dialogue avec les ONGE dans un objectif d'améliorer la connaissance portant sur les pratiques forestières et la rigueur des pratiques de récolte qui sont règlementées par les gouvernements provinciaux.

C'est d'ailleurs ce qui nous a menés à signer l'Entente sur la forêt boréale canadienne (EFBC) en 2010. Une entente unique où 9 groupes environnementaux et 21 entreprises forestières ont convenu de travailler ensemble. Malgré de bonnes discussions, des pistes de solutions et des ententes entre les membres, un des groupes, Greenpeace, a décidé de retourner à la case départ, soit de quitter la table du EFBC et de reprendre ses campagnes de pression contre Résolu. Nous avons dénoncé cette décision de

Greenpeace et nous avons dû nous défendre contre les allégations mensongères propagées par cette dernière. Greenpeace a dû se rétracter publiquement. Or, la campagne d'intimidation, de fausses informations et d'interférence avec les clients continue toujours. D'ailleurs, nous avons pris la décision en 2012 de poursuivre en justice cette multinationale écologiste pour les torts causés à nos employés, nos clients et à la réputation de Résolu. Malgré ceci, les campagnes de désinformation se poursuivent toujours et causent des dommages irréparables.

Certification FSC et application de la résolution 65

La norme FSC relève d'un système international de certification et d'étiquetage dédié à la promotion de l'aménagement responsable des forêts sur la planète. En septembre 2014 lors de l'assemblée générale annuelle du FSC International qui s'est tenue à Séville en Espagne, ses membres ont adopté une résolution proposée par Greenpeace et destinée à la protection des « paysages forestiers intacts » (PFI) : *la résolution 65*.

Cette résolution vise à protéger notamment les PFI dans les forêts tropicales de l'Amérique latine et du sud-est de l'Asie, or rien ne nous indique que son application tiendra compte des hauts standards que nous nous sommes fixés au Québec. Plus spécifiquement, la résolution 65 prévoit que la zone essentielle de chaque PFI qui serait protégée sur l'ensemble des territoires certifiés FSC pourrait atteindre 80 % de leurs superficies totales.

Résolu a joint sa voix aux autres membres du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) pour que le gouvernement du Québec, toutes les communautés de la région et les parties prenantes du secteur forestier soient sensibilisés aux véritables impacts d'une éventuelle mise en œuvre de cette résolution dans le cadre de la norme boréale du FSC.

Des conditions essentielles pour susciter des investissements durables

Le survol des principaux enjeux importants nous permet de constater à quel point notre industrie, et dans une proportion relative, Résolu fait face à plusieurs obstacles quand vient le temps de justifier la nécessité d'investir dans des projets structurants au Québec. Pourtant, depuis les cinq dernières années Résolu a continué d'améliorer sa situation financière. Résolu a procédé à une réorganisation de sa production de pâtes et de papiers provoquant l'arrêt de machines et en prenant des décisions difficiles quant à la fermeture d'usines moins compétitives. L'entreprise a contrebalancé ces fermetures par le redémarrage de deux usines, l'une située à Dolbeau-Mistassini et l'autre à Gatineau ainsi que par l'acquisition de l'usine de pâte de Saint-Félicien.

Cette réorganisation a permis à Résolu d'occuper une plus grande portion du territoire de la région qu'il y a cinq ans. De plus, nous avons procédé à des investissements importants au cours des dernières années faisant en sorte que nos usines sont plus performantes et, par conséquent, atteignent nos objectifs sur le plan environnemental, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES). Nos scieries ont

également bénéficié d'investissements afin de mieux faire face à la reprise économique américaine.

Tableau 2	Installations	Montants (\$)
Investissements depuis 2011	Dolbeau	10 millions
	Gatineau	50 millions
	Saint-Félicien	40 millions
	Scieries (Saguenay–Lac-Saint-Jean)	11 millions
Total		111 millions

La transparence

Pour être en mesure d'investir, l'on doit avoir un portrait clair de la situation. S'assurer que l'on a accès aux sources d'information qui nous permettront de prendre des décisions éclairées. Avoir la chance de bâtir sur un système qui ne changera pas d'une année à l'autre, atteindre une stabilité et connaître les règles qui nous gouvernent. Malheureusement, nous n'avons pas encore atteint cette transparence au Québec.

La longévité

Dans une industrie comme la nôtre, l'investissement en infrastructure requiert des capitaux très importants. Ainsi, il nous faut être en mesure de profiter de temps afin de réaliser un retour acceptable sur de tels investissements. On parle ici de périodes allant parfois de 10 à 25 ans que l'on doit être en mesure de bénéficier pour réaliser des investissements importants. Nous ne pouvons malheureusement pas compter sur cette longévité actuellement. Nous ne sommes pas en mesure de prédire la quantité de la fibre à laquelle nous aurons accès dans le futur ni le coût de cette fibre.

La certitude

L'incertitude, qu'elle soit économique, politique ou sociale, a pour effet de tempérer les décisions liées aux investissements. Dans un contexte de changements et en l'absence d'une vision claire portant sur une disponibilité réduite de la ressource, l'entreprise ne peut évaluer les opportunités et, par conséquent, ne peut effectuer des investissements. Les différents enjeux sociaux touchant directement l'accès à la fibre au Québec agissent comme un frein pour le développement structurant du secteur forestier québécois. Que ce soit l'ajout des aires protégées, les attaques répétées des groupes de militants écologistes, les nouvelles mesures de conservation de massifs forestiers intacts (résolution 65), les litiges territoriaux avec les Premières Nations et les gouvernements ou l'ajout de territoires pour les espèces menacées, tous sans exception contribuent à l'impact sur la disponibilité de la fibre à un niveau ou à un autre.

Investissements durables

Résolu est engagée depuis longtemps dans la voie de l'innovation et de la diversification de ses produits. Notre plus récente initiative sur le développement d'applications commerciales à partir de filaments de cellulose (Performance BioFilaments Inc.), l'un des nouveaux biomatériaux parmi les plus prometteurs, en est une preuve tangible.

Or, la situation actuelle au Québec et de surcroît dans la région, ne nous permet pas d'envisager la réalisation d'investissements importants à moyen et long terme. Pourquoi? ? Plusieurs facteurs ont contribué à installer un frein sur la possibilité de voir de nouveaux projets naître. Par le fait même, nous n'avons pas pu réunir véritablement les trois conditions que l'on vient d'énumérer.

Par exemple, la hausse des coûts d'énergie et du transport, la difficulté de transporter nos produits par rails de façon fiable, le régime forestier qui a eu un impact sur l'augmentation du coût de la fibre entre 20 % à 30 % sont quelques-unes des raisons qui expliquent l'hésitation du milieu à considérer de nouveaux investissements. De plus, le nouveau régime forestier a entraîné une diminution importante des allocations en fibre, introduisant la mise aux enchères d'une partie de nos approvisionnements et provoquant le retrait de l'industrie en matière de planification, tous ces facteurs sont venus fragiliser les approvisionnements disponibles et ont contribué à augmenter les coûts d'exploitation.

De plus, la difficulté de disposer d'une planification à plus long terme et le manque de soutien à la consolidation des activités de première transformation ont engendré la migration de certains des investissements de Résolu à l'extérieur du Québec.

Recommandations

Informez davantage les communautés pour enrayer les mythes tenaces

Depuis les cinq dernières années, l'équipe de Résolu a travaillé à se rapprocher des communautés. Dans le dialogue que nous avons instauré avec les communautés, nous avons présenté les faits et tenté les mythes tenaces qui perpétuent une image de l'industrie des produits forestiers d'antan, soit de la surexploitation et d'une mauvaise gestion de la forêt. D'ailleurs, dans son *Bilan d'aménagement forestier durable au Québec 2000-2008*, le forestier en chef du Québec écrivait que notre forêt n'est pas surexploitée. Les principaux acteurs économiques de la région doivent donc se mobiliser pour mettre en place des outils de communication capables de mieux informer les communautés sur les bénéfices de l'industrie.

Promouvoir plus activement notre régime forestier

Avec les attaques répétées des groupes de militants écologistes, nos gouvernements doivent mettre en œuvre les ressources nécessaires pour promouvoir plus activement les bonnes pratiques en matière de foresterie responsable. Nous sommes d'avis que cet effort doit être fait rapidement et en concertation avec l'industrie.

Bâtir un consensus pour établir de solides garanties d'approvisionnement et des mesures d'atténuation

Au Québec, la forêt contribue à créer notre richesse. Nous sommes témoin d'un large et solide consensus sur la nécessité, pour l'industrie, d'obtenir des garanties d'approvisionnement prévisibles dans un régime forestier beaucoup plus flexible qui permettrait d'établir une planification et une harmonisation à plus long terme. Ce consensus doit mener à la prise en charge d'une approche constructive de la part du ministère des Ressources naturelles et du gouvernement du Québec.

Mettre en œuvre des conditions essentielles de transparence, de longévité et de certitude

La crise économique mondiale, celle du secteur forestier et leurs impacts sur les conditions de marché, de même que la hausse des frais d'exploitation, font encore mal à l'industrie. Nous devons ainsi rétablir un climat propice à l'investissement en misant sur les conditions gagnantes que sont la transparence, la longévité et la certitude. Tel que précédemment mentionné, dans un contexte de changements constants et en l'absence d'une vision claire du développement du secteur des produits forestiers, il demeure imprudent d'investir dans des projets dans le contexte actuel.

Conclusion

À titre de partenaire économique majeur, Résolu contribue au développement de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Depuis quelques années, nous avons initié deux fonds d'investissement pour les MRC Maria-Chapdelaine et Domaine-du-Roy, où l'entreprise investira sur 5 ans 1 000 000 \$ pour chacune d'elle. Nous avons de plus été partenaires de différents événements sportifs et culturels et avons instauré une « classique » de golf dont les fonds amassés profitent annuellement aux Fondations des centres de santé et de services sociaux du Lac-Saint-Jean.

Ces exemples représentent quelques symboles d'un engagement plus profond. Avec un réseau d'installations réparties sur tout le territoire et des employés engagés, Résolu est

solidement ancrée dans la région. Nous souhaitons, en somme, que ce mémoire contribue à alimenter la réflexion sur l'avenir du secteur des produits forestiers et son développement dans un climat propice à l'investissement. Au-delà du présent Sommet, Résolu est prête à poursuivre sur cette voie dans un dialogue avec les communautés et les décideurs régionaux.

Nous souhaitons ainsi souligner le soutien de toutes les communautés dans lesquelles nous œuvrons et remercier les différents intervenants politiques, sociaux et économiques. Avec eux, nous partageons un désir de croissance pour la région et de fournir des opportunités de croissance et de développement durable.